

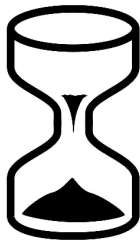
Bonnes nouvelles

Ne nous laissons pas faire, il en va de notre avenir !

Franchement, à la Cgt-Ford, nous ne comprenons pas tout. Alors que Ford nous amène assez clairement dans une situation sans issue, alors que visiblement nous sommes largement convaincus que les choses vont de plus en plus mal, pourquoi sommes-nous aussi peu nombreux à dénoncer une telle situation ? Que se passe t'il dans les têtes ?

Nous constatons avec beaucoup de regret que nous n'arrivons pas à vous convaincre de l'importance, de la nécessité même pour nous salariés de nous mobiliser maintenant... et même depuis plusieurs mois voire plusieurs années mais cela est un autre problème.

Nous sommes pourtant toutes et tous bien placés pour savoir que mener la bataille des emplois c'est utile et payant. Nous avons bloqué l'usine (il y a quasiment 10 ans !) nous avons plusieurs fois envahi le stand Ford au Mondial de l'auto (Ford s'en souvient encore). C'est bien grâce à nos actions que nous avons fait bouger les choses dans le bon sens.



En quoi la théorie de la CGC comme quoi il faudrait (toujours ?!) rester « sage » ou celle des autres syndicats ouvriers comme quoi il faudrait (encore ?!) attendre, serait plus crédible ou nous reviendrait-elle moins chère au bout du compte que nos actions ?

Qui croit sérieusement que nous pouvons faire confiance aux dirigeants de Ford qui ont voulu nous lâcher en 2008 et qui y seraient prêts à nouveau ? Cela fait des années que Ford fait n'importe quoi dans cette usine entre le trop peu d'activité mise en place, celles que nous avons et qui ont été abandonnées, les espace vides, le vieillissement du personnel, aucun bureau d'étude, aucun centre d'excellence, engagements non respectés....

Alors faut-il vraiment attendre une nouvelle preuve qu'on se fait rouler dans la farine ? Pour nous il y a largement de quoi protester maintenant et surtout de quoi agir pour imposer à Ford, avec l'appui de l'Etat, de préserver l'usine et les emplois. Pour cela, il faut vraiment qu'on s'en mêle !

UNE PLAINTE, UN CAPOT, UNE CONDAMNATION ?

C'est au Palais de justice de Paris, à la 28^{ème} chambre correctionnelle, que 3 salariés syndicalistes CGT étaient convoqués ce lundi 15 janvier pour une audience en appel. En effet nous avons fait opposition à une condamnation à amende (entre 200 et 400 euros), qui constituait un délit inscrit sur le casier judiciaire (voir détail sur notre site internet). Depuis le début nous contestons la plainte de Ford qui date d'octobre 2012 mais dont nous avons été informés seulement en janvier 2016 !

Pour nous tout est bidon : la soi-disant facture de réparation du véhicule qui aurait été endommagé, la soi-disant légende comme quoi nous aurions dégradé (à 3 ou 4 ?) volontairement les voitures et le stand Ford. Le fait est que Ford avait bien porté plainte mais que les services de police n'avaient pas mené d'enquête, que Ford avait réitéré sa plainte sans plus de résultat et qu'il a fallu finalement l'intervention du Parquet (l'Etat) à un moment où l'Etat s'attaquait à tout syndicaliste et militant(e) qui bougeaient (Air France, Goodyear, Postiers, Zadistes...) pour qu'enfin il y ait enquête.

Non nous n'avons pas dégradé quoique ce soit en-

core moins volontairement. Tout le monde sait, les médias bien présents à chaque fois, les policiers eux aussi bien présents dans la foule, les services de sécurité du salon, tout le monde a vu comment ce sont déroulées nos manifestations au salon de l'auto.

Dans ce dossier tout est farfelu. Notre avocate en a très bien rappelé et dénoncé tous les aspects. Du coup même la procureure est descendue d'un cran dans la demande de condamnation (une amende simple), l'avocat de Ford a baissé d'un ton, nous accusant de « destruction » certes mais ne demandant aucune sanction, même pas le remboursement de la facture du capot soi-disant défoncé (6800 euros), seulement 1 euro symbolique parce que Ford serait sympa ?

Le juge rendra sa décision le 29 janvier. Comme notre avocate l'a bien précisé, nous demandons la relaxe car nous contestons toute violence, toute dégradation, toute mauvaise intention à part celle de dénoncer les agissements de la multinationale, à part évidemment celle de faire du bruit pour faire entendre notre lutte pour défendre nos emplois.



RUMEURS, COUPS-FOURRÉS, HYPNOSE... : TOUT SAUF BOUGER ?

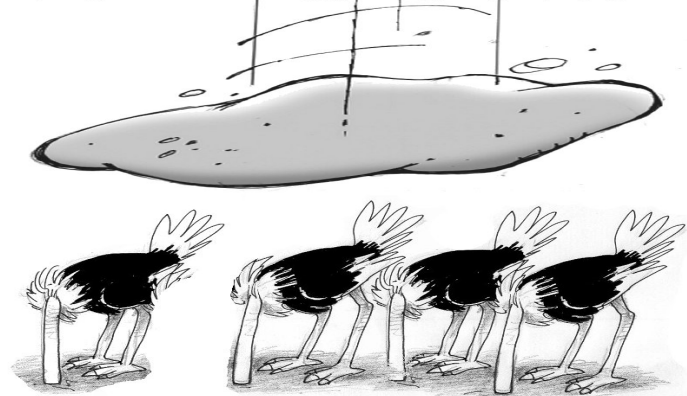
En gardant le silence, Ford entretient volontairement un mauvais climat car c'est l'heure des suppositions, des pronostics et des rumeurs. Et du vrai comme du faux peut circuler.

Par exemple depuis quelques jours, ce sont des bruits du style il y aurait un repreneur, on aurait même le nom de ce repreneur pas si secret que ça : une fois c'est ZF une autre fois c'est Punch. On entend aussi qu'il y aurait un plan de départ en préretraite, un plan de licenciement tout simplement. De tout façon c'est presque le pire qui est envisagé, c'est logique tant ce que nous vivons ressemble à une fin d'activité.

Ford laisse pourrir la situation. Les dirigeants sont d'une incorrection incroyable. Ce qu'ils disent aux pouvoirs publics, ce qu'ils font en coulisse, ils ne le communiquent pas. D'ailleurs ils ne communiquent rien, c'est tellement plus pratique. Et pourquoi feraient-ils autrement ? Quelles pressions ont-ils pour l'instant ?

Les pouvoirs publics s'inquiètent mais ne dénon-

ON EST VRAIMENT EN DANGER ?



SOUTIEN AUX « GM&S »

Une délégation de la Cgt-Ford est allée soutenir la semaine dernière les salariés toujours en lutte de l'usine GM&S à La Souterraine. Ils s'étaient opposés comme ils avaient pu à la liquidation de leur usine. Ils avaient dénoncé les responsabilités de PSA et de Renault qui n'assuraient pas les commandes nécessaires. Finalement l'Etat est intervenu mais ne respecte même pas le peu d'engagement pris. En effet, le bout d'usine repris (soit 120 salariés sur 277) ne fonctionne pas et devient du coup directement menacé. Parmi les 157 licenciés seuls 4 ont trouvé un emploi en CDI après 8 mois de chômage ! C'est catastrophique comme à chaque fois quand une usine ferme.

Alors certains continuent la bataille. Ils saisissent le tribunal pour annuler le plan de licenciement. C'est à cette audience au tribunal administratif que nous sommes allés les soutenir jeudi dernier. Nous avons pris la parole pour apporter tout notre soutien, pour rappeler que notre usine était aussi en danger, pour dire que pour empêcher les licenciements et suppressions d'emplois, il y aura besoin de nous mobiliser tous ensemble.

cent pas les agissements de Ford. Du côté des salariés, la grande majorité des collègues s'inquiètent, broient du noir mais ne protestent pas contre la façon dont on est traité !

On a même pire quand on lit les comptes-rendus de la CGC par exemple qui répète encore aujourd'hui qu'il faut rester sage, qu'il ne faut surtout pas se mobiliser, qu'il faut faire confiance y compris dans le personnage qui a été désigné par le ministre de l'économie pour s'occuper du dossier, un « industriel » qui nous explique lui aussi qu'il faut attendre !

Attendre ? Non mais c'est une grosse blague.

Même maintenant où tout le monde voit très bien que nous allons droit dans un mur, on ne parle pas ici de la clôture lamentable installée pour séparer les 2 usines, non on parle d'une vraie catastrophe.

Ras le bol des hypnotiseurs, des bonimenteurs, des entourloupes. Le danger est là et si nous ne réagissons pas, nous risquons fort de n'avoir aucune chance de sauver l'usine et nos emplois.

LA LUTTE CONTINUE



QUAND 2 CORTÈGES HOSPITALIERS CONVERGENT ENSEMBLE !

Lundi 2 cortèges hospitaliers avaient décidé de converger ensemble vers l'ARS de Bordeaux ! Un du CHU de Pellegrin où les agents aux horaires particuliers sont en grève depuis plus d'un mois pour protester contre le vol de congés payés, le second de l'hôpital Saint-André de Bordeaux où le personnel des urgences est en grève depuis 3 semaines pour protester contre le manque de personnel et la dégradation de leurs conditions de travail.

Les 2 cortèges se sont rejoints un peu avant l'ARS (l'Agence Régionale de la Santé) pour ne faire plus qu'un ! Un cortège coloré, où régnait un joyeux bordel, même si nous étions 200 (grévistes accompagnés de militants de Sud, CGT, FO, CNT, AC, d'étudiants...). Une délégation de grévistes a été reçue par le directeur de l'ARS. Ils ont été écoutés et des remontées devaient être faites au CHU et à l'hôpital Saint-André. Ils ont voté à l'unanimité la poursuite du mouvement des 2 sites pour le lendemain, avec l'envahissement du CHSCT à la Direction Générale.

Quand les conditions de travail se dégradent à l'hôpital, ça se répercute directement sur nous les usagers. Dans le service public, la gestion financière a pris le dessus sur l'humain comme dans le privé ! La différence c'est notre santé qui est en jeu !

C'est pourquoi nous devons être solidaires des attaques que subissent les hospitaliers, il est important de résister et c'est parce que nous serons tous ensemble que nous pourrons gagner nos luttes !

